

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

La nation à l'ère de la crise du néolibéralisme : comment repenser la souveraineté populaire ?

Isabelle Garo

Numéro 24, automne 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94057ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Garo, I. (2020). La nation à l'ère de la crise du néolibéralisme : comment repenser la souveraineté populaire ? *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (24), 207–215.

La nation à l'ère de la crise du néolibéralisme :

comment repenser la souveraineté populaire ?

Isabelle Garo

Philosophe, professeure et militante française

La nation a été l'occasion de vifs et nombreux débats au sein des traditions socialistes et communistes, depuis leur naissance. Un rapide rappel des réflexions de Marx et de Gramsci permet de souligner la complexité stratégique du fait national à l'époque de la formation du capitalisme industriel. À l'ère du néolibéralisme triomphant et de sa crise, dans le contexte de la montée combinée des nationalismes réactionnaires et des aspirations à la souveraineté populaire contre les institutions libérales supranationales, la question nationale est plus que jamais contradictoire et cruciale. Mais elle est désormais peu discutée sur le plan stratégique par une gauche radicale qui peine à se renouveler et qui, ou bien s'enferme dans la logique électorale, ou bien contourne la question de l'État. Comment réoccuper le terrain de la souveraineté populaire, mais surtout, comment la dépasser, dans une perspective émancipatrice qui a le monde pour enjeu et les espaces institutionnels nationaux pour cadre ?

Le débat à l'origine

La nation est une question vieille comme le mouvement ouvrier moderne, si l'on songe que le *Manifeste du Parti communiste* fut rédigé par Marx et Engels à la veille de la révolution de 1848, ce « printemps des peuples » où partout en Europe fut revendiquée l'indépendance nationale et, pour les plus radicaux, la souveraineté populaire, voire la démocratie politique et sociale. Mais selon qu'on pense la nation comme

État-nation institué, comme dynamique populaire émancipatrice, ou encore comme revendication identitaire xénophobe, sa portée politique diffère du tout au tout.

Face au morcellement féodal antérieur, mais dans la filiation de la formation des États absolutistes, la structuration du capitalisme en États-nations a permis la régulation juridique des échanges et l'organisation de l'exploitation, mais aussi l'unification d'un espace marchand et politique nécessaire à son expansion. Pour Marx et Engels, les prolétaires ont à combattre ces structures qui les oppriment et font obstacle à l'unité des classes ouvrières à travers le monde. L'une des phrases les plus célèbres du *Manifeste* proclame que « les prolétaires n'ont pas de patrie » : un certain internationalisme trouvera là son mot d'ordre définitif, luttant contre tout esprit national, assimilé au nationalisme et au chauvinisme.

Pourtant, dans ce même texte, Marx et Engels proclament que « la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie ». S'esquisse alors, dès cette époque, une attention croissante à ce qui n'est pas un simple cadre étatique de la lutte des classes, mais le lieu d'aspirations parfois émancipatrices.

À partir des années 1850, Marx va prêter une attention croissante à des histoires nationales toujours singulières, mais aussi à un sentiment national et à des luttes populaires se construisant autour de lui (c'est le cas notamment en Irlande et en Pologne). À ses yeux, la libération nationale et ce qu'on appellera par la suite le droit à l'autodétermination peuvent dans certains cas devenir une priorité stratégique, non comme préalable, mais comme condition d'une lutte de classe victorieuse : « Un peuple qui en opprime un autre ne peut se libérer lui-même ».

Cette réflexion longuement poursuivie par Marx, qui portera, au-delà des formes nationales, sur des formes communautaires non étatiques (la commune rurale russe), s'inscrit dans la perspective cardinale à ses yeux de la destruction de l'État bourgeois : c'est donc une analyse de type stratégique qu'esquissera Marx, s'efforçant d'articuler des conditions et des buts en passant par des médiations, qui consistent dans les formes d'organisation, mais aussi de mobilisation des luttes révolutionnaires, et non pas en des étapes successives et par avance définies.

Les angles morts du socialisme

La réflexion marxiste ultérieure et les analyses du mouvement ouvrier, ce dernier se structurant dans le cadre de la II^e Internationale et sur une base nationale, conduiront dans un premier temps à considérer la question nationale comme annexe et subordonnée au conflit de classe (pour Rosa Luxemburg, par exemple), renvoyée aux décisions de chaque section nationale du mouvement ouvrier. Au début du XX^e siècle, le

débat reprend (entre Karl Kautsky, Otto Bauer, Lénine), dans le sillage de la première révolution russe de 1905 et alors que l'enchevêtrement entre mouvements nationaux et mouvement ouvrier acquiert une complexité nouvelle.

Lorsque, face à la montée des nationalismes et des impérialismes, la II^e Internationale se révélera incapable de faire barrage à l'embrasement de 1914, puis à l'occasion de l'arrivée au pouvoir de Staline, les diverses dimensions de la question nationale vont tendre à se séparer, incarnant des stratégies concurrentes au lieu d'être analysées comme une dialectique réelle. À la nation comme espace politique stabilisé, supposé indépassable, s'oppose la définition de la thématique nationale comme détournement et dévoiement de la lutte des classes, l'internationalisme prolétarien étant son antidote. L'analyse de la revendication nationale comme forme de la lutte de classe et condition de l'internationalisme, toujours liée à une conjoncture concrète en vue d'y intervenir et n'autorisant aucune généralisation, tend à reculer.

À partir du milieu du XX^e siècle et au terme de deux guerres mondiales, la crainte du nationalisme tend à l'emporter sur l'exploration de la question nationale, même si les mouvements de libération nationale et la décolonisation la renouvellent profondément. De son côté, la très libérale construction européenne se présentera comme œuvre de paix et de réconciliation, ne visant qu'à désarmer les nationalismes belliqueux, occultant le rôle du capitalisme pour mieux construire les institutions nécessaires à son tournant néolibéral, cette grande revanche de classe des dominants.

L'État contemporain

Ainsi, loin de s'opposer au marché ou de s'y résorber, l'État national est désormais devenu l'instrument de son expansion, le moyen pour organiser et imposer l'ordre néolibéral, au prix d'une profonde transformation de ses fonctions. L'État contemporain s'emploie ainsi à détruire des conquêtes sociales, relatives, mais réelles, concédées en période de rapport de force favorable au mouvement ouvrier, et il se redéploie sur le terrain de l'autoritarisme, du racisme d'État, du renforcement légal de l'exploitation.

Fer de lance d'une remarchandisation violente de la force de travail en situation de croissance anémiée, il prive toujours plus les salarié-e-s de leur autonomie. Il s'agit d'organiser la prééminence des marchés, la financiarisation de l'économie et la dévitalisation conjointe de toutes les procédures démocratiques, en conférant aux États nationaux la mission d'imposer cet ordre néolibéral tout en lui transférant en retour une partie de leurs anciennes prérogatives régaliennes.

Certes, le rejet profond de ces réformes par les classes populaires tend à renforcer la critique montante du néolibéralisme et plus largement du capitalisme. Mais en période de crise profonde du mouvement ouvrier, il alimente aussi un nationalisme

xénophobe et raciste, qui fournit sa base aux nouvelles formes contemporaines du fascisme, en mesure d'imposer ses thématiques à une large partie du spectre politique, une fraction de la gauche, en panne de réflexion stratégique, s'employant désormais à les propager.

Dans ces conditions, aborder la question nationale devient aussi difficile que redoutable. Pour cela, il peut être utile de revenir un instant à la question telle que Marx la formulait : si cette approche est historiquement caduque à bien des égards, en raison d'une histoire de la forme nation et de ses structurations politiques et idéologiques que Marx n'a pu connaître, ne peut-on considérer qu'elle recèle encore une intuition stratégique précieuse, qui consiste à penser les formes et représentations politiques non comme de simples moyens ou instruments, extérieurs au but, mais comme des médiations dialectiques, prises dans une dynamique qu'elles façonnent et qui en retour les transforme ?

Sur les traces de Gramsci

Gramsci va développer cette approche dans un contexte plus proche du nôtre, réfléchissant à la construction d'une volonté collective « nationale-populaire » émancipatrice. Cette construction inclut une dimension culturelle, mais elle suppose un rapport de force social, et cela en dépit de toutes les lectures dépolitisantes de Gramsci qui résume la notion d'hégémonie à la seule victoire idéologique. Or, typiquement, la question nationale plonge ses racines dans l'histoire longue qui fournit sa mémoire et ses conditions concrètes à la formation d'un bloc historique, qu'il s'agisse des classes subalternes ou de leurs adversaires.

Son approche a le mérite de souligner le caractère complexe et contradictoire de la question nationale, adaptant et prolongeant les analyses de Lénine : contre toute conception figée de la nation, il l'envisage comme construction politique et culturelle qui doit se surmonter elle-même dans une traduction mutuelle des cultures nationales-populaires les unes dans les autres, en vue d'une lutte émancipatrice globale, s'exprimant dans ses coordonnées nationales, mais ne s'y enfermant pas.

Aujourd'hui, la thématique de la souveraineté nationale reste fondamentalement traversée par cette contradiction, devenue fortement dissymétrique, entre une conception réactionnaire et xénophobe de l'identité nationale d'un côté, et, de l'autre, des formes progressistes, mais qui ne parviennent plus à se détacher de la dimension identitaire régressive, les unes et les autres ciblant les structures supranationales et antidémocratiques du capitalisme mondialisé.

La confusion est à son comble si l'on ajoute que les dirigeants néolibéraux ne parviennent plus à se faire élire sinon en se présentant comme la seule alternative aux néofascismes et aux replis nationalistes xénophobes, qu'ils alimentent par leurs

politiques, aussi bien à l'échelle mondiale et régionale qu'à l'échelle nationale, en imposant des conditions d'exploitation renforcée sous détermination raciale et genrée, et en propageant dans les classes populaires le sentiment croissant de perte de souveraineté.

Le cas français

Comment sortir de cette mâchoire qui broie aujourd'hui l'alternative et clive jusqu'à la guerre fratricide l'ensemble des gauches, incapables de formuler concrètement le projet d'une alternative radicale au capitalisme, lorsqu'elle le vise encore ? Comment envisager la reconquête d'une souveraineté collective, mais radicalement débarrassée de tout nationalisme chauvin ? Toutes les réponses étant singulières, on s'arrêtera sur l'exemple de la situation française présente, en ces temps de pandémie et de crise économique, sociale, mais aussi, politique.

Cette situation exceptionnelle s'inscrit bien sûr sur fond d'une histoire de longue durée. Tôt constituée en État national, bien avant le développement du capitalisme, la France est marquée par une histoire politique centralisatrice et par une histoire coloniale, refoulée, mais d'autant plus vivace. L'idée d'indépendance nationale sert aujourd'hui à sanctuariser le rôle du complexe militaro-industriel et à légitimer le tout nucléaire. Pourtant, l'idée nationale fut aussi, à certaines époques, une idée progressiste et révolutionnaire : au cours de la Révolution française, face aux armées monarchistes, et lors de la résistance au nazisme, notamment.

Depuis la fin des années 1970, conformément aux options néolibérales qui se sont imposées à l'échelle mondiale, les dirigeants français ont consciencieusement entrepris de détruire ce que Bourdieu a appelé la « main gauche » de l'État, des services publics de grande qualité, conquis de haute lutte à la fin de la Seconde Guerre mondiale, pour renforcer sa « main droite », autoritaire et répressive. Mais cette transformation n'a cessé de rencontrer des résistances qui expliquent qu'elle soit restée jusqu'à aujourd'hui incomplète.

Le gouvernement présidé par Emmanuel Macron depuis mai 2017, mal élu face à l'extrême droite, s'est vu confier par le patronat et la grande bourgeoisie la mission de procéder au démantèlement ultime de ces conquêtes sociales. En 2020, sur fond de contestation sociale exceptionnelle depuis plus d'un an (mouvement des gilets jaunes, puis lutte contre la réforme des retraites), le rejet de ces orientations est largement majoritaire, mais ce rejet s'inscrit dans un paysage politique dévasté qui n'offre aucune alternative, réelle ou supposée : le Parti socialiste longtemps hégémonique s'est effondré, tandis que la gauche radicale, profondément divisée, reste minoritaire.

On peut considérer que les fractures qui traversent toutes les composantes de la gauche ont pour enjeu véritable une conception radicale de la souveraineté

démocratique. Mais cette dernière se présente comme l'angle mort et rarement élaboré comme tel de l'alternative à construire. Édulcorée, la question démocratique se trouve déplacée et reformulée dans les termes de la souveraineté nationale, largement surdéterminée par le nationalisme xénophobe et raciste dominant : débat sur la laïcité et la République conçues comme universalismes excluants, appel à la refonte des institutions, mais coupée d'une réflexion sur la démocratisation de la production et du travail, débat autour du rôle de l'Union européenne, mais dédouanée de son inspiration néolibérale fondamentale, qui empêche la critique radicale d'une telle structure. Dans tous ces cas, la critique du capitalisme néolibéral se trouve à la fois relayée et profondément occultée, voire dévoyée.

Face à la crise

Un tel blocage, qui dépolitise la question démocratique et l'isole des sphères de la production, du travail, des besoins, peut-il être surmonté en direction d'une relance d'un projet anticapitaliste fédérateur ? Dans l'immédiat, face à la crise sanitaire de la COVID-19 et à la crise économique et sociale gigantesque qui s'amorce, une nouvelle séquence de la crise capitaliste globale s'ouvre, dont les conséquences sont pour le moment imprévisibles. À côté de formidables régressions, elle laisse toutefois entrevoir quelques perspectives nouvelles, éventuellement porteuses de repolitisation. Mais ce sont des contradictions qu'il faut avant tout repérer pour y reconstruire une intervention politique radicale : elles seules offrent prise à une intervention militante hardie, à mesure que la radicalité des crises emboîtées que nous vivons en accroît les effets polarisants.

En effet, dans la mesure où elle incarne les dégâts de la mondialisation néolibérale, la pandémie autant que sa gestion catastrophique renforcent la colère collective contre l'ordre capitaliste. Mais cette colère n'est pas spontanément progressiste. Aisément convertible en demande de protection, elle est la proie rêvée de toutes les nuances de souverainisme. La souveraineté nationale est alors présentée comme vraie antithèse d'une mondialisation, considérées l'une comme l'autre hors de la logique capitaliste qui les enserme. Cette option, traditionnellement propre à l'extrême droite, contamine désormais une partie de la gauche, lorsqu'elle s'abaisse à adopter pour seule boussole stratégique les enquêtes d'opinion, en vue d'épouser et donc de légitimer les options supposées électoralement les plus rentables.

Pour sa part, le chef de l'État profite de la pandémie pour répéter que « nous sommes en guerre », prenant la suite du refrain sur « la guerre contre le terrorisme », attisant la peur collective autour d'un ennemi intérieur insaisissable pour mieux imposer l'union sacrée. Si l'on analyse cette option au moyen des catégories gramsciennes, il s'agit encore et toujours de tenter de construire, sous le coup de l'urgence

et du climat de choc, un « bloc blanc sous domination bourgeoise¹ », faisant obstacle à l'émergence d'un bloc des classes subalternes, prenant pour cible le capitalisme et son cortège de dominations. Et le racisme est une pièce clé de ce dispositif.

Ces refrains nationalistes visent à justifier une incurie criminelle, mais aussi les coups sévères portés au droit du travail et aux libertés publiques. La gestion gouvernementale de l'épidémie, inspirée de façon plus ou moins déclarée du darwinisme social et de la thèse douteuse de « l'immunité collective », métaphore nauséabonde de la communauté organique, contribue à renforcer toutes les discriminations, au moment même où l'État place en première ligne des travailleurs non protégés et sous-payés : les femmes (caissières, infirmières, aides à la personne), les personnes issues de l'immigration (travailleurs de l'industrie, du bâtiment, du commerce, et les réfugié-e-s), les jeunes précarisés (livreurs, employés des entrepôts de distribution).

D'un côté, et au-delà de son utilité sanitaire incontestable, le confinement détruit toute apparence de « normalité », mais il isole aussi, fragilise les plus pauvres, augmente les violences conjugales et familiales, accroît l'inégalité scolaire, permet l'extension de la surveillance policière. D'un autre côté, cette épidémie rend plus que jamais visibles l'impuissance organisée de l'État néolibéral et le cynisme de ses dirigeants, elle révèle le degré avancé de destruction des services publics, après des décennies de coupes budgétaires. Elle met à nue les inégalités dans la vie et face à la mort, devenues si manifestes qu'elles en sont insupportables.

La riposte

Face à ce désastre qui accélère dramatiquement une trajectoire depuis longtemps amorcée par un capitalisme à bout de souffle, la riposte populaire est multiforme et riche de possibles : à la multiplication des solidarités locales s'ajoute le sentiment d'une situation mondiale inédite, qui tend aussi à fédérer les victimes de cette crise à travers les frontières. Le soutien populaire aux soignantes et soignants, que tente d'héroïser le pouvoir pour mieux désarmer leur colère, va de pair avec la volonté de rebâtir les services publics tout en démocratisant leur gestion.

On peut penser que le retour en force de la question de la socialisation et des thématiques autogestionnaires, à l'occasion de cette crise sanitaire, rend aussi son actualité à la question du travail et du salaire, et qu'elle permet d'aborder également sous cet angle neuf la crise écologique : l'arrêt soudain de nombre d'activités polluantes et ses effets constatables par toutes et tous met en cause l'idée d'un simple retour au *statu quo* et pose la question des besoins sociaux, des choix productifs et de la relocalisation de la production industrielle et agricole, l'arrêt de la destruction des écosystèmes, etc.

1 Ugo Palheta, *La possibilité du fascisme*, Paris, La Découverte, 2018, p. 133.

Cette crise met au premier plan l'urgence d'une redéfinition des chaînes mondialisées de production, ainsi que le déploiement de la solidarité internationale, notamment avec le « Sud global », dans un contexte qui va être marqué par la montée des impérialismes et des tensions interétatiques. Au nombre de ces questions montantes, il faut ajouter la critique nécessaire des institutions supranationales européennes et mondiales, relais des politiques néolibérales, imposant aux peuples le démantèlement de l'État social, tout en se soustrayant à tout contrôle démocratique.

L'ensemble de ces contradictions avivées alimentent le rejet plus profond que jamais des politiques néolibérales, rejet qui bénéficie en France de la récente mobilisation sociale contre la réforme des retraites, d'une durée historique, soutenue par une majorité croissante de la population même si elle ne déboucha pas sur la généralisation de la grève, condition de la victoire.

Cette dynamique encore persistante, et la formidable montée du niveau de la conscience politique et critique qui en est le corollaire, arment la tentative de renforcer et de politiser plus encore le conflit de classe. Mais il y a urgence à rouvrir rapidement une perspective neuve, combinant réorganisation et construction collective de l'alternative, condition d'une recomposition d'une gauche radicale et anticapitaliste sous peine de disparition pure et simple de la gauche en France, comme ce fut le cas en Italie.

Sortir des sentiers battus

Construire des forces aptes à porter cette alternative au capitalisme suppose de prendre acte des échelles multiples de nos interventions, en articulant les dimensions nationales, supranationales et internationales comme lieux et enjeux des luttes à mener, à la fois contre le souverainisme de droite et contre la domination mondialisée du marché capitaliste. Une telle riposte doit bien entendu parvenir à s'ancrer dans le même temps dans les luttes sociales et les initiatives locales, notamment dirigées contre l'exploitation, le racisme, le sexisme, la destruction écologique.

Dans ces conditions, il faut le redire : la thématique nationale est un angle d'analyse pertinent même si elle n'offre pas en tant que telle d'issue à la crise du mouvement ouvrier. Si elle est une dimension incontournable de l'intervention politique à gauche, elle ne doit surtout pas être sa finalité. C'est la dialectique des niveaux d'intervention, national et international, que les mouvements sociaux et leurs organisations doivent être capables de structurer et de donner à voir, pour mettre en avant une alternative globale qui soit dans le même temps ancrée dans les conditions matérielles et concrètes de la production et de la reproduction sociale.

Toute la difficulté est alors de combattre les choix européens et leur carcan austéritaire, sans mobiliser la thématique nationaliste captée par les extrêmes droites

européennes en plein essor, mais en portant la revendication démocratique et internationaliste. Cette démocratisation est à enclencher dans un cadre institutionnel nécessairement national, qui est le niveau adéquat de la confrontation à l'État capitaliste et ses fonctions, posant de nouveau la question de sa conquête et de sa transformation aussitôt radicale en instance véritablement démocratique. La crise présente exige de placer enfin à ce niveau le débat politique et l'enjeu est désormais de parvenir à s'emparer stratégiquement de ces questions.

Cette crise pourrait donc être l'occasion d'un élargissement des luttes face à ces monstres jumeaux, pandémie et capitalisme mondialisé. La construction d'un futur viable sera longue et difficile, et hautement conflictuelle, mais elle est seule à même de dépasser tous les leurre d'une souveraineté, fût-elle populaire, qui resterait tributaire d'un découpage et d'un découplage classique des compétences politiques, sociales, économiques. Car c'est précisément la subversion de ces frontières-là aussi qui est à l'ordre du jour et qui implique de réinventer dès maintenant non seulement la forme démocratique du futur, mais les voies et les moyens collectifs de la construction d'un rapport de force favorable. C'est donc bien à l'échelle nationale qu'il faut instaurer et construire cette dynamique, en vue de déborder ses contours.